

## Ottawa - Le Québec serait très bien positionné pour participer à l'effort de santé du fédéral

**« La plupart des annonces visent une stratégie pancanadienne. Il faudra donc être vigilants. »**

Christian Lévesque

Édition [du samedi 13 et du dimanche 14 mai 2006](#)

Mots clés : Québec (province), Canada (Pays), santé, stratégie pancanadienne

Le gouvernement conservateur vient de déposer son premier budget, qui dictera la voie à suivre pour orienter ses dépenses. Alors que le montant disponible est extraordinairement élevé, les prévisions pour le domaine de la santé sont satisfaisantes, mais sans plus. Qu'est-ce que cela implique pour le réseau de santé québécois?

Le ministre des Finances a prévu des sommes importantes pour assurer aux Canadiens des soins de santé publics adéquats. Officiellement, le gouvernement fédéral tend la main aux provinces pour réaliser ses objectifs : réduire les délais d'attente, lutter contre le cancer, prévenir les pandémies ainsi qu'embaucher et former des professionnels de la santé.

En somme, rien de bien innovateur : «Les annonces du ministre viennent appuyer ce qui est déjà en place, car les libéraux ont déjà investi beaucoup, et plusieurs efforts ont été effectués au Québec pour tout mettre en marche», dit le directeur du département d'administration de la santé de la faculté de médecine de l'Université de Montréal, Renaldo Battista. Selon lui, le Québec est très bien positionné pour participer à l'effort de santé du gouvernement fédéral.

Pour la porte-parole du Bloc québécois en matière de santé, Christiane Gagnon, des éclaircissements sont nécessaires pour bien comprendre la stratégie des conservateurs : «Il n'est pas clairement indiqué si l'on va respecter les champs de compétence provinciaux, dit-elle. La plupart des annonces visent une stratégie pancanadienne. Il faudra donc être vigilants.» Elle croit aussi que, si les annonces pour le domaine de la santé ne comportent rien de neuf, il n'est pas facile d'y percevoir une réelle volonté de se différencier de l'administration précédente : «Ce budget aurait pu être écrit par les libéraux et cela n'aurait pas changé grand-chose !»

### Des surplus à dépenser

Reste que le gouvernement fédéral possède dans ses coffres des surplus énormes qu'il peut désormais investir à sa guise. Son annonce d'une stratégie canadienne de lutte contre le cancer prévoit 52 millions de dollars par année pour les cinq prochaines années afin d'améliorer le dépistage, la prévention et la recherche.

La capacité du Canada à réagir efficacement aux pandémies et autres urgences de santé publique sera améliorée grâce à l'injection d'un milliard de dollars sur cinq ans. «Cela est une excellente nouvelle puisque Couillard [le ministre de la Santé québécois] était préoccupé par cette question», affirme Renaldo Battista. En mars dernier, le gouvernement du Québec s'est d'ailleurs équipé d'un plan d'urgence pour une telle éventualité.

### Maintien des transferts

Le budget fédéral prévoit aussi le maintien de l'augmentation prévue de 6 % des transferts aux provinces, ce qui représente un montant de 1,1 milliard de dollars pour l'année en cours. Dans le cadre de l'entente conclue avec les ministres provinciaux en 2004, un autre montant de 5,5 milliards sera transféré d'ici 2014 pour la réduction des temps d'attente, l'une des priorités du gouvernement.

Cette «garantie de délai d'attente cliniquement acceptable pour les patients» permettra à chaque Canadien de recevoir les soins nécessaires dans un délai raisonnable. En bref, établir des normes qui seront similaires dans l'ensemble du pays pour traiter le cancer, les maladies du coeur, l'imagerie diagnostique, le remplacement des articulations et le rétablissement de la vue. «Il faudra voir ce qu'entend réellement faire le gouvernement pour ne pas empiéter sur les champs de compétence provinciaux. Le Québec est capable de faire ses propres réflexions», prévient Christiane Gagnon. Le terrain est donc miné.

#### Une agence à surveiller

Le renforcement de l'Agence de santé publique du Canada l'inquiète aussi : «Le langage que l'on entend semble orienté vers des politiques pancanadiennes. Il faudrait pourtant faire plus d'efforts pour accompagner les provinces afin que les Canadiens soient mieux servis.» La mission de cet organisme mis sur pied par l'ancienne équipe libérale consiste d'ailleurs à exercer «un nouveau "leadership" fédéral et une plus grande collaboration avec les provinces et les territoires pour renouveler le système de santé publique au Canada et soutenir un système de soins de santé durable».

Si la collaboration avec les provinces est ardemment souhaitée, le «nouveau "leadership" fédéral» ne rassure pas Christiane Gagnon. Pour Renaldo Battista, c'est plutôt le contraire : «On sent une ouverture à la collaboration avec les provinces et que ce gouvernement est convaincu de l'importance de la santé publique. Cela se reflète dans le présent budget. Le message que je perçois, c'est que les choses vont dans la bonne direction à tous les niveaux.»

#### Des initiatives à vérifier

Ce qui inquiète également la députée bloquiste, ce sont les initiatives non chiffrées annoncées par le gouvernement. Pour combler le manque de personnel, l'ambition d'accélérer la reconnaissance des formations à l'étranger est combinée à un désir d'élargir les programmes d'enseignement des médecins, du personnel infirmier et des autres professionnels de la santé. «On annonce une accélération des évaluations des titres de compétence des médecins formés à l'étranger, mais on ne dit pas comment cela sera effectué. On ne sait pas si le gouvernement entend respecter les normes et les critères des ordres professionnels déjà établis», poursuit-elle.

Malgré les dangers d'empiéter sur les champs de compétence provinciaux, le climat semble à la collaboration : «Ce budget est bien pensé et il est raisonnable. Il vient appuyer ce qui est déjà en place. La conjoncture politique en santé est très bonne pour un arrimage du Québec avec le reste du pays», indique Renaldo Battista. Pour l'instant, rien de majeur ne sera chamboulé par ce premier exercice budgétaire.

L'année qui vient montrera plus en détail l'orientation qu'entend suivre le gouvernement conservateur en place.

Collaborateur du Devoir